

« Côte d'Ivoire : l'élection présidentielle du 31 octobre 2010 »

Par Guy Labertit*

(Fondation Jean-Jaurès, 21 octobre 2010)

Lorsqu'à l'issue du Conseil des ministres, réuni sous la présidence du chef de l'Etat Laurent Gbagbo à Yamoussoukro le 5 août dernier, le Premier ministre Guillaume Soro a annoncé que la proposition de la Commission électorale indépendante (CEI) de fixer le premier tour de l'élection présidentielle au 31 octobre 2010 avait été adoptée, les commentaires empreints de scepticisme se sont multipliés. Un gros mois plus tard, le 9 septembre, la signature du décret présidentiel, autorisant la délivrance de la carte nationale d'identité aux 5 725 720 Ivoiriens inscrits sur la liste électorale définitive, a, sans doute, ému les plus incrédules. La dernière réunion du Cadre permanent de concertation (CPC) à Ouagadougou, le 21 septembre, la certification de cette liste par l'ONU, le 24 septembre, les derniers actes pris sur les questions du désarmement et le rétablissement de l'unicité des caisses de l'Etat, le début de la distribution des cartes d'identité et d'électeurs, le 6 octobre, sur fond de meetings électoraux dans tout le pays ont peut-être levé les derniers doutes des éternels sceptiques.

Dans le même temps, la mission du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (BAD), conduite en Côte d'Ivoire du 15 au 29 septembre derniers, la troisième depuis l'obtention du point de décision de l'initiative PPTE (« pays pauvres et très endettés ») en mars 2009 après celles de septembre 2009 et mars 2010, s'est achevée de façon positive pour les autorités ivoiriennes. Celles-ci ont exécuté le budget 2010 conformément aux objectifs prévus par le programme économique et financier signé avec le FMI et la Banque mondiale à l'occasion du point de décision de l'initiative PPTE. Malgré la lenteur des réformes structurelles, notamment celles de la filière café-cacao, de la justice et de la fonction publique, le point d'achèvement de l'initiative PPTE libérant la Côte d'Ivoire du fardeau, hérité des décennies passées, d'une dette supérieure à 6 400 milliards de francs CFA, est envisageable lors du premier semestre 2011. Le cours élevé du cacao, dont la campagne vient de s'ouvrir en octobre, contribue au maintien de l'activité économique, contrariée au premier semestre par les délestages électriques et des problèmes dans l'extraction pétrolière et le secteur de la raffinerie. Les prévisions de croissance autour de 3 % devraient être respectées, l'inflation étant globalement contenue.

L'application des derniers points de l'accord de Ouagadougou

Depuis la signature de l'Accord politique de Ouagadougou, le 4 mars 2007, plus de trois ans et demi auront été nécessaires pour que se tienne le premier tour de l'élection présidentielle fixé au 31 octobre 2010. Les modalités de confection de la liste électorale, les contraintes financières de l'Etat ivoirien et la complexité du règlement du volet militaire ont retardé la mise en œuvre de cet accord initial auxquels se sont ajoutés quatre accords complémentaires.

La force de cet accord, qui rompait avec la gestion par la communauté internationale de ce qu'il est convenu d'appeler la crise politico-militaire ivoirienne née de l'échec du coup d'Etat du 19

septembre 2002, était la reconnaissance mutuelle de tous les acteurs politiques ivoiriens quels que soient les actes qu'ils avaient posés. Jusqu'en 2007, la France et l'ONU, qui avait avalisé la politique de Paris, n'avaient de fait les prérogatives d'un chef d'Etat élu, ce qui les a conduits à une impasse. Avec l'accord de Ouagadougou, la France et l'ONU ont été ramenés au rôle d'accompagnateur du processus de sortie de crise, désormais maîtrisé par les acteurs politiques ivoiriens sous l'égide d'une médiation africaine.

Deux raisons essentielles expliquent les lenteurs de ce processus de retour à une paix durable. D'une part, depuis 2002, l'enracinement d'une rébellion armée avec ses conséquences administratives, économiques et financières, a créé une véritable économie de guerre dont les enjeux ont rendu si difficile le rétablissement de l'unicité des caisses de l'Etat. En clair, l'ancienne rébellion des Forces nouvelles, dont le premier responsable était le Premier ministre Guillaume Soro, jusqu'à son remplacement par Mamadou Koné, le 22 juillet 2010, a continué de s'enrichir dans le cadre de cette économie de guerre en contrôlant le Nord et l'Ouest du pays. Sans compter les retombées, estimées au bas mot à plus de 200 milliards de francs CFA par an, sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et, dans une moindre mesure, le Mali et la Guinée. A noter qu'une Fondation internationale Guillaume Soro a été créée alors qu'il quittait la direction des Forces nouvelles.

D'autre part, l'enjeu électoral était considérable puisqu'il s'agit de départager les héritiers du système du parti unique, Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara, et leur opposant historique, Laurent Gbagbo qui a dirigé l'action politique pour le multipartisme. Cela explique les nombreux conflits et tentatives de fraude dans la confection de la liste électorale, sachant que la Commission électorale indépendante est contrôlée, ce qui est un cas unique en Afrique, par l'opposition, en application des accords de Marcoussis.

Le désarmement et l'unicité des caisses de l'Etat

Pour ce qui est du volet militaire, la démobilisation des éléments de l'ancienne rébellion, annoncée en mai 2008, mais relancée seulement en juin 2010, s'est officiellement achevée le 18 septembre 2010 à Dabakala. Officiellement 5 000 hommes sont pris en charge par le Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaires (PNRRC). Bien que ne fournissant qu'une liste de moins de 3 000 hommes, les Forces nouvelles avaient revendiqué d'intégrer 5 000 éléments dans l'Armée nouvelle ivoirienne et le processus de désarmement avait été initié le 15 juin à Korhogo où devaient se regrouper 1 200 hommes. Ce n'est qu'après leur conclave tenu du 11 au 14 août à Bouaké et à Korhogo que les Forces nouvelles ont affirmé leur choix de la République et qu'elles ont programmé le processus d'encasernement-désarmement dans les quatre camps de regroupement. Le regroupement s'est donc engagé dans les camps de Séguéla le 20 août, de Man le 24 août, supposés accueillir chacun 1 000 éléments, et de Bouaké le 27 août, recevant officiellement 1 200 hommes, pour s'achever à la mi-septembre. Avancé comme un obstacle, le coût de cette opération avoisinant 4,5 milliards de francs CFA a été revu à la baisse. Déjà, les Forces nouvelles n'avaient pu fournir qu'un peu plus d'un millier d'éléments, sur les 4 000 annoncés, dans les brigades mixtes de police et gendarmerie chargées de se déployer dans le pays pour sécuriser le processus électoral. Ce double déficit n'est pas sans soulever quelques interrogations sur l'origine réelle de l'ensemble des Forces nouvelles ayant tenu tête à l'armée ivoirienne qui les avaient repoussées d'Abidjan à Bouaké lors du coup d'Etat manqué du 19

septembre 2002.

En raison de ses implications financières pour l'ancienne rébellion, c'est le redéploiement des administrations fiscale et douanière, projeté dès avril 2008 en application d'un accord complémentaire signé à Ouagadougou en décembre 2007, qui a pris le plus de retard. En effet, ce n'est que le 7 septembre 2010 que le ministre de la Justice Mamadou Koné, nouveau responsable des Forces nouvelles, a annoncé à Pogo, à la frontière ivoiro-malienne, l'installation de 250 éléments des douanes dans le Nord du pays, finalisant ainsi l'opération de rétablissement de l'unicité des caisses. Pour l'ensemble de l'administration financière, ce sont officiellement 750 éléments issus des Forces nouvelles qui ont été intégrés au Trésor (250), aux Impôts (250) et à la douane (250).

L'établissement de la liste électorale

Après la période d'extrême tension du mois de février 2010 qui avait conduit à la double dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI) et du gouvernement, il a fallu instaurer un véritable dialogue républicain entre le président Gbagbo et les deux opposants Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara pour rendre possible l'établissement de la liste électorale. Le chef de l'Etat s'est rendu à leur domicile respectif les 10 et 17 mai 2010, obtenant entre-temps l'annulation de la marche du RHDP (Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix), regroupant principalement le PDCI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire) de Henri Konan Bédié et le RDR (Rassemblement des républicains) de Alassane Ouattara, annoncée pour le 15 mai, et il les a accueillis, ce qui était une première, au Palais présidentiel le 6 juillet. Après une relance délicate des travaux de la CEI et la définition de modalités consensuelles, ce dialogue républicain a créé un climat permettant de rendre disponible une liste électorale unique provisoire le 15 juillet consacrant, après une première phase de contentieux, l'intégration dans la liste blanche d'une partie des 1 033 000 recensés de la liste grise. C'est à partir du 20 juillet que s'est ouverte, d'abord à Abidjan, puis progressivement à l'intérieur du pays, une nouvelle phase de contentieux de quatorze jours dont la conclusion a rendu possible la validation de la liste électorale définitive le 9 septembre.

Tenue à Ouagadougou le 21 septembre sous l'égide du médiateur, le président du Burkina Faso Blaise Compaoré, la septième réunion du Cadre permanent de concertation (CPC), rassemblant le président Gbagbo, le Premier ministre Guillaume Soro, Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara, a pris acte de l'avancée que constitue cette liste électorale sans doute imparfaite mais consensuelle, certifiée trois jours plus tard par le représentant du secrétaire général de l'ONU Young-jin Choi. Echaudé par l'évolution de la situation en Guinée où il conduit aussi une médiation, le président Compaoré a souligné l'importance des défis à relever avant le 31 octobre prochain en matière d'organisation et de sécurité.

Dès le 16 septembre, la CEI avait défini 10 179 lieux de vote pour 20 073 bureaux contre 16 619 en 2000. Il y aura 67 centres de coordination des résultats entre les commissions électorales locales et le site central de la CEI. Les cartes d'identité hautement sécurisées fabriquées en Europe ont été livrées à Abidjan le 1^{er} octobre. Engagée le 6 octobre, leur distribution ainsi que celle des cartes d'électeurs sur les lieux où les citoyens s'étaient fait enrôler devait s'achever le 23 octobre pour le territoire ivoirien et dans les jours qui suivaient à l'étranger. Parmi les autres tâches, l'impression des affiches et bulletins de vote, le transport du matériel électoral sur les

lieux de vote, la formation d'environ 66 000 agents électoraux et la coordination de l'observation électorale nationale et internationale, la sécurisation du scrutin ont été facilités par l'appui logistique de l'ONUCI et de la communauté internationale à hauteur de 14 millions d'euros, soit une dizaine de milliards de francs CFA, le Trésor ivoirien devant décaisser plusieurs dizaines de milliards pour le financement des élections et des opérations connexes en septembre et octobre.

Dernier carnet de campagne

Le lancement de la campagne officielle avait été fixé au 14 octobre 2010 pour un premier tour le 31 octobre, mais l'ensemble des candidats, notamment les trois principaux, sillonnent en tous sens le pays depuis 2009, ce qui est une première en Côte d'Ivoire surtout habituée à voir depuis 1990 l'ancien opposant Laurent Gbagbo tenir meetings. Toutefois, cette campagne n'a repris qu'en juillet sur le terrain après un premier semestre 2010 marqué par une ultime et violente bataille du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP) de MM. Bédié et Ouattara contestant l'autorité du chef de l'Etat qui avait mis à jour en janvier l'organisation d'une fraude à grande échelle à son détriment dans l'établissement de la liste électorale. Comme on l'a vu, les gestes d'ouverture du président Gbagbo à l'égard de ses deux opposants en mai et leur rencontre au Palais présidentiel en juillet ont rétabli une sorte de consensus républicain propice à la reprise de la campagne.

Sur le terrain, Henri Konan Bédié s'est montré moins présent que son allié mais adversaire du premier tour Alassane Dramane Ouattara, laissant agir ses principaux lieutenants Alphonse Djédjé Mady, le général Ouassenan Koné, Patrick Achi... Il a dû réduire, à la mi-juillet, les fortes tensions au sein d'un bureau politique du PDCI, nées de l'attitude de l'ancien Premier ministre Charles Konan Banny.

Il s'est adressé, le 30 juillet dernier à Abidjan Cocody, à la jeunesse de son parti dont certains éléments avaient constitué une coalition favorable à son départ et à l'avènement de Charles Konan Banny. Plutôt discret en août et septembre, il a effectué, peu avant le lancement de la campagne officielle, une tournée dans les régions du Moyen Cavally et des Montagnes dans l'Ouest du pays, du 7 au 12 octobre. Il s'est engagé dans la dernière ligne droite électorale, le 18 octobre, à Yamoussoukro, se réclamant l'héritier naturel d'Houphouët-Boigny bien qu'il ait choisi de délaissier la capitale au profit de son fief de Daoukro où il s'est attardé jusqu'au 22 octobre. Le programme des derniers jours, initialement prévu et encore susceptible d'être modifié, devrait requérir l'usage de la voie des airs puisque Séguéla et San Pedro sont les étapes du 23 octobre, puis Daloa et Gagnoa, le 24, Divo et Tiassalé le 25, Odienné, le 28, et Grand Lahou le 29. Malgré ses allées et venues du Nord au Sud en passant par l'Ouest, Bédié peut surtout compter sur le cœur irréductible de l'électorat baoulé et les restes de la machine électorale du PDCI. Mais de nombreux cadres et autres figures historiques du PDCI ne croient pas en ce candidat vieillissant menant une campagne plutôt stérile et lui reprochent de ne pas avoir été à la hauteur de l'héritage d'Houphouët, à l'image du propre gendre de ce dernier Simplicie Zinsou et de l'écrivain Bernard Dadié, témoins actifs de l'investiture du candidat Gbagbo le 9 octobre dernier au Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire à Abidjan.

De son côté, Alassane Dramane Ouattara a repris ses tournées dès la deuxième quinzaine du mois de juillet par la région de la Marahoué, faisant étape à Vavoua au centre du pays, avant de

poursuivre dans le Worodougou, sa capitale Séguéla et Mankono, dans le Nord-Ouest du pays. Il a poursuivi son périple au Nord par la vallée du Bandama, à partir du 8 août, s'arrêtant notamment à Katiola, Dabakala, Tafiré et Niakara. Visitant discrètement quelques familles de la commune populaire de Yopougou dans le district d'Abidjan, à la mi-septembre, flanqué du chanteur à succès Billy Billy, il est allé confier sa candidature à ses parents de Kong le vendredi 24 septembre, avant de transporter sa caravane « Adosolutions » dans le Sud Comoé, au Sud-Est du pays à partir du 30 septembre.

Grand Bassam, le 2 octobre, a été le lieu des traditionnelles promesses d'investissement, à raison de 130 milliards de francs CFA pour le département et 300 pour la région Sud Comoé, s'intégrant dans son plan national de relance de 12 000 milliards sur cinq ans. Il se fait fort, en tant qu'économiste et ancien responsable du FMI, d'attirer ces capitaux pour la reconstruction du pays dont il dénonce la pauvreté sans s'appesantir sur l'origine principale de ses maux, la rébellion et l'économie de guerre. De nouveau dans le Nord, à Korhogo, le 6 octobre, il a lancé sa campagne officielle, le 15 octobre, par un discours à la Nation.

Pendant les mois de juin et de juillet, la mouvance présidentielle a, elle aussi, connu de fortes turbulences autour de ce que l'on a appelé « l'affaire Koulibaly-Tagro ». Le président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly, a mis en cause l'action du ministre de l'Intérieur Désiré Tagro dans l'exercice de ses fonctions tout en dénonçant l'accord de Ouagadougou dont le ministre avait été l'un des premiers acteurs. Alors que la création d'une commission d'enquête parlementaire avait été rejetée à l'Assemblée nationale le 7 juillet, les conclusions de l'enquête officielle ouverte à la mi-juin, à la demande du président ivoirien, ont innocenté le ministre de l'Intérieur le 19 juillet. Cette crise n'a pas vraiment affecté la campagne électorale du président conduite par son directeur-adjoint de cabinet Issa Malick Coulibaly, le président du Front populaire ivoirien (FPI) Pascal Affi N'Guessan en étant le porte-parole, tous deux actifs sur le terrain.

Le président-candidat Laurent Gbagbo s'est véritablement lancé dans la campagne en prenant le 25 septembre la route du Zanzan, dans le Nord-Est du pays, faisant étape à Abengourou dans l'Indénié, puis Bouna avant d'atteindre Bondoukou. Il a poursuivi par la vallée du Bandama (Sakassou, Bottro, Bouaké), entrecoupé par une brève escale à Vavoua dans le Haut Sassandra. Les régions des Lacs (Yamoussoukro, Toumodi), de la Nzi Comoé (Dimbokro, Bongouanou) et des Savanes (Korhogo) ont été visitées avant l'investiture du candidat à Abidjan, le 9 octobre, par l'ensemble de la mouvance présidentielle. A cette occasion, Laurent Gbagbo s'est présenté comme le candidat de la Côte d'Ivoire pour la Côte d'Ivoire face à ses deux principaux concurrents, qu'il n'a jamais nommés, « qui regardent toujours vers l'extérieur ». Il s'est affirmé comme le continuateur de la lutte historique du RDA de 1949 pour l'émancipation du pays, l'écrivain Bernard Dadié, ancien fidèle d'Houphouët-Boigny, lui transmettant symboliquement le flambeau à 92 ans.

Les meetings d'Abidjan-Marcory avec les ressortissants de la CEDEAO et les communautés libanaise et française, le 10 octobre, et dans la région des 3A (Adzopé, Alépé) les 11 et 12 octobre, ont précédé la tournée initiée dans le cadre de la campagne officielle engagée le 14 octobre. Les régions des Montagnes (Man), du Moyen Cavally (Guiglo), du Haut Sassandra (Daloa), de la Marahoué (Bouaflé), du Bas Sassandra (Soubré, Sassandra, San Pedro), du

Fromager (Oumé Gagnoa) et du Sud Bandama (Lakota, Divo) étaient les jalons de cette première série de meetings. La fin de la campagne va se concentrer dans le district d'Abidjan, fort d'un tiers de l'électorat, de Yopougon à Abobo en passant par Koumassi. Deux sorties dans des régions proches de la capitale économique (Sud Comoé avec Aboisso et Grand Bassam et les Lagunes avec Dabou) devraient précéder le meeting de clôture au stade Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Plateau, le 29 octobre.

Réalisée par l'Institut TNS-Sofres, la huitième et dernière enquête organisée du 1^{er} au 5 octobre 2010 sur un échantillon de 1 400 personnes figurant sur la liste électorale définitive a confirmé les tendances lourdes des précédentes vagues de sondages organisées depuis dix-huit mois. On est assez proche de la situation brésilienne n'excluant pas une présidentielle à un seul tour. En effet, le président sortant Laurent Gbagbo est crédité de 46 % d'intentions de vote au premier tour (48 % selon une hypothèse restreinte), contre 26 % à Henri Konan Bédié (PDCI-RDA) et 24 % à Alassane Dramane Ouattara (RDR). Dans l'hypothèse d'un second tour, le président sortant l'emporterait au second tour aussi bien face à Bédié (54/46) que face à Ouattara (61/39). 60 % des sondés estiment qu'il a le plus de chances de l'emporter, 72 % ayant de lui une bonne opinion, soit une progression de onze points depuis juin 2009. Un cran en dessous, Bédié bénéficie d'une même progression avec 62 % de bonnes opinions contre 52 % en juin 2009, Alassane Dramane Ouattara n'atteignant que 41 % d'opinions favorables, devancé par des non candidats comme Laurent Dona Fologo (51 %) et Guillaume Soro (47 %). Pourtant, il apparaît dans cette ultime enquête que 85 % de l'électorat de Ouattara sont persuadés de sa victoire, ce qui suscite quelques inquiétudes quant aux réactions éventuelles à l'annonce des résultats. La poussée de fièvre créée par la mise en cause d'une convention passée en 2007 par la CEI, contrôlée par l'opposition, avec une société de service informatique, filiale d'une société d'Etat, pour traiter les données du scrutin est révélatrice du climat de défiance qui continue d'empoisonner le processus électoral.

Les évolutions diplomatiques

Le représentant du secrétaire général de l'ONU, Youg-jin Choi, chargé de certifier le bon déroulement du processus, a salué l'avancée significative constituée par l'établissement de la liste électorale définitive. Toutefois, le Conseil de sécurité de l'ONU, qui examinait la situation de la Côte d'Ivoire le 15 octobre, a reconduit ses sanctions jusqu'au 30 avril 2011, incluant l'embargo sur les armes, alors que la sécurisation du processus électoral requiert l'acquisition d'un matériel spécifique pour le maintien de l'ordre. Les termes de la résolution adoptée restent sévères et ne prennent pas en compte les avancées sur le terrain.

De son côté, la France, prenant en compte les tendances lourdes des diverses enquêtes d'opinion (TNS-Sofres, Gallup, etc.), renoue avec la « realpolitik » et veut bien digérer les actes et manifestations de souveraineté posés par le président ivoirien. Celui-ci s'était fait représenter par le président du Conseil économique et social Laurent Dona Fologo, au XXV^{ème} sommet Afrique-France ouvert à Nice le 31 mai, et avait demandé à la France une explication d'Etat à Etat sur le coup d'Etat de septembre 2002 et les événements de novembre 2004 avant d'envisager un déplacement personnel. Il n'a pas répondu à l'invitation lancée par le Président Sarkozy aux chefs d'Etat d'Afrique de l'ancien espace colonial à l'occasion du 14 juillet de cette année marquant le cinquantenaire des indépendances d'Afrique. Il a préféré célébrer ce cinquantenaire par une vaste

réflexion historique, notamment en organisant un colloque à Yamoussoukro du 1^{er} au 5 août ouvert à plus d'une centaine d'intellectuels venus de l'étranger. Mais, à la fin du mois d'août, à l'occasion de l'inauguration du collège français Jacques Prévert d'Abidjan, le président Gbagbo a affirmé vouloir bâtir des relations « solides et vraies » avec la France. « Nous devons reconstruire la digue ».

Il a repris cette image de la digue en commentant la visite, le 2 octobre, à Yamoussoukro, du secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant dont la venue n'a pas manqué d'irriter le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui ne fait pas mystère de son hostilité à l'encontre du Président ivoirien. Intervenant quelques semaines après la validation de la liste électorale définitive, cette rencontre a été marquée par le ton nouveau des relations entre autorités françaises et ivoiriennes : « la Côte d'Ivoire est un Etat souverain et elle n'est pas un Etat moins souverain que la France ». Claude Guéant a rencontré le lendemain à Abidjan le Premier ministre Guillaume Soro, l'ancien Président Bédié et l'ancien Premier ministre Ouattara.

Pour sa part, le Parti socialiste français a décidé de tourner la page avec le déplacement en Côte d'Ivoire, du 15 au 17 octobre, de son secrétaire national aux relations internationales Jean-Christophe Cambadélis. Ce dernier était présent avec deux autres parlementaires du PS au meeting de Laurent Gbagbo à Daloa le 16 octobre. A deux semaines du premier tour de la présidentielle, les propos désobligeants lancés en 2004 par certains camarades du PS à l'encontre du chef d'Etat ivoirien ne sont plus d'actualité.

Enfin, le continent africain semble avoir pris toute la mesure du sens de cette longue crise politico-militaire qui a déchiré la Côte d'Ivoire, si l'on en croit la déclaration du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine réuni à la mi-août à Addis Abeba.

* Conseiller du Président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Afrique.